

# Hebdo Canada



Volume 3, N° 11

le 12 mars 1975

Ottawa, Canada.

**Les relations du Canada avec les pays d'Afrique, 1**

**Deux nouveaux gouverneurs au CRDI, 3**

**Première femme aide de camp du gouverneur général, 3**

**Le Canada et les communications internationales, 3**

**Aide de l'ACDI à l'alimentation, 4**

**Visite du président de la Banque nationale de Cuba, 4**

**Championnat de ski disputé au mont Ste-Anne, 5**

**Visite d'une délégation du Maroc, 6**

## Les relations du Canada avec les pays d'Afrique

*Extraits d'un discours prononcé par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Allan J. MacEachen, lors de la cinquième Conférence annuelle de l'Association canadienne des études africaines à l'Université York de Toronto, le 19 février:*

\* \* \* \*

J'aimerais discuter avec vous des principes fondamentaux qui sous-tendent notre politique africaine. Le premier objectif de cette politique est le même que pour toute autre partie du monde, c'est-à-dire le maintien de relations mutuellement bénéfiques avec un continent qui s'est fixé comme objectif l'adoption de structures étatiques modernes dans le respect de sa culture plusieurs fois millénaire. Le fondement essentiel de tout échange profitable entre les nations est le maintien de la paix.

...En 1970, notre Revue de la politique étrangère classait la justice sociale, avec la paix et la sécurité, aux premiers rangs des six objectifs principaux de la politique du Canada; elle soulignait également que cette justice sociale devait être recherchée principalement par la voie de l'aide au développement. Certains continuent toutefois de mettre en doute le bien-fondé de notre apport, compte tenu de nos propres difficultés économiques et d'une certaine amélioration des revenus de certains bénéficiaires de cette aide. Ils demandent d'ailleurs ce que nous en retirons. On doit leur répondre que, dans le monde actuel, il n'y a pas d'autre solution valable. Je citerai à cette fin quelques extraits du rapport intitulé *Vers une action commune pour le développement du Tiers-monde* et rédigé par une Commission que présidait le regretté M. Lester B. Pearson: "La réponse la plus simple est d'ordre moral: ce n'est que justice que ceux qui sont riches partagent avec ceux qui sont pauvres."

\* \* \* \*

Cette année \$195 millions ont été prélevés sur les fonds publics pour être affectés aux programmes d'aide bilatérale destinés aux pays indépendants d'Afrique. Cette somme représente plus de 40 p. 100 du budget total affecté à

l'aide bilatérale. De ce montant, \$85 millions environ sont offerts sous forme de subventions et le reste sous forme de prêts consentis à des conditions de faveur. L'aide alimentaire que nous enverrons à l'Afrique cette année totalisera près de \$60 millions. Le Canada a fourni une somme supplémentaire de \$26 millions par l'entremise d'organismes multilatéraux comme le PNUD, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, et d'organisations non gouvernementales comme le Conseil oecuménique des Églises. J'aimerais aussi mentionner le programme d'aide spécial que nous avons mis en oeuvre dans la région sahéenne de l'Afrique occidentale. Ce programme prévoit des débours de quelque \$230 millions échelonnés sur les prochains cinq ans. Ces dépenses considérables sont certes justifiées par l'ampleur des problèmes dans cette région d'Afrique, dont la plupart sont liés directement à la sécheresse qui y sévit depuis 1968. Le Canada a fait sa part pour soulager les besoins immédiats des populations frappées par cette sécheresse. Il reste maintenant l'effort à long terme, qui doit viser à trouver et à appliquer, en collaboration avec les organismes d'aide, des solutions aux problèmes de développement créés par la sécheresse au Sahel.

Un troisième élément s'applique toutefois à l'Afrique d'une façon toute particulière. Je fais ici allusion à l'intérêt que nous portons à l'homme, à ses droits, sa dignité et son autodétermination. Depuis vingt-cinq ans, les gouvernements qui se sont succédé au Canada ont condamné l'injustice raciale et le colonialisme pratiqués en Afrique australe. Le Canada estime que la situation dans cette région est tout à fait inacceptable et qu'elle constitue un affront à la conscience mondiale.

Certains critiques nationaux ont qua-